

Délibération n°2024_10_10_1

Objet : Avis sur le périmètre - Syndicat mixte du bassin de l'Or - Schéma d'Aménagement de la Gestion des Eaux (SAGE) du bassin de l'Or

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU JEUDI 10 OCTOBRE 2024

L'an deux mille vingt quatre, le dix octobre, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 4 octobre 2024, s'est réuni à 19h00, au lieu ordinaire des séances, salle YVES ABRIC, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 19

Nombre de membres représentés : 6

Secrétaire de séance : Patricia NIVESSE

Présents :

Jean-Pierre RICO - Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Jean-Marc MALEK - Xavier MIRAULT - Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Patricia NIVESSE - Maryline BENEDETTI - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Fabrice IRANZO - Benoît DELTOUR - Romain CASAS-MATEU - Karine BREITHEL - Philippe CATTIN-VIDAL - Peggy DE KERPOISSON - Patrick PASQUIER - Muriel POUJOL

Absents représentés :

Brigitte RODRIGUEZ pouvoir à Jocelyne TAVERNE - Colette MORETEAU pouvoir à Romain CASAS-MATEU - Francine BOYER pouvoir à Jean-Marc LEÏENDECKERS - Pascale MARCHAL pouvoir à Françoise BERTOUY - Laurie BELTRA pouvoir à Maryline BENEDETTI - Quentin BOINET pouvoir à Xavier MIRAULT

Absents :

Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST - Bernadette CONTE-ARRANZ

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur Michel LITTON, conseiller municipal délégué au Port, à la Pêche et au Nautisme, aux Affaires maritimes et aux Affaires littorales, rapporte :

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 reprise et complétée par la loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006, déclare cette ressource naturelle patrimoine commun de la Nation et établit les principes destinés à en assurer sa protection, sa gestion et sa mise en valeur.

A cet effet, afin de satisfaire la gestion équilibrée de la ressource en eau et des milieux aquatiques et de concilier ses différents usages, un schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) peut être élaboré. Outils de planification et d'aménagement du territoire pour la zone qu'il couvre, le SAGE détermine, après une première phase de diagnostic, des objectifs généraux, des priorités et des moyens d'action intégrés dans une démarche globale et concertée. En agissant à l'échelle du bassin versant, le SAGE constitue également un outil local d'adaptation au changement climatique.

La première étape de procédure d'élaboration du SAGE est la délimitation d'un périmètre.

A ce titre, un dossier préliminaire de proposition de périmètre pour la mise en place d'un SAGE sur le bassin versant de l'étang de l'Or a été déposé le 26 juillet 2024 par le syndicat mixte du bassin de l'Or (SYMBO). Le périmètre proposé pour le SAGE du bassin de l'Or couvre l'ensemble du bassin versant de l'étang de l'Or étendu en mer jusqu'à 3 milles marins et compte 38 communes réparties en 5 établissements publics de coopération intercommunale.

Vu l'article R212-27 du Code de l'environnement prévoyant la consultation des communes et EPCI concernés par ce périmètre.

Considérant la demande du Préfet de l'Hérault de solliciter l'avis de la commune sur le périmètre proposé par le syndicat mixte du bassin de l'Or.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Émettre un avis favorable sur le projet de périmètre proposé par le syndicat mixte du bassin de l'Or et transmettre cet avis à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer service eau, risque et nature.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 25

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Envoyé en préfecture le 18/10/2024

Reçu en préfecture le 18/10/2024

Publié le

ID : 034-213401987-20241010-2024_10_10_1-DE

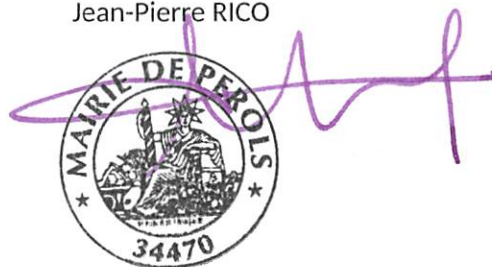
S²LO

Secrétaire de séance,
Patricia NIVASSE



Fait à Pérols, le 11 octobre 2024

Le Maire,
Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou notification.